



Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : un potentiel de développement à confirmer

Un réel potentiel de développement des échanges régionaux des départements français d'Amérique (DFA) existe, malgré le fort rattachement à l'Hexagone et l'usage de la langue française, minoritaire dans la zone Caraïbe. Tel est le principal enseignement de l'étude « Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité », publiée par l'IEDOM dans le cadre d'un programme d'étude sur les échanges régionaux des DOM-COM*.

Cette étude, qui utilise un modèle de gravité, met ainsi en évidence un certain nombre de facteurs structurels favorisant les échanges intra-caribéens, tels que les distances relativement modérées au sein de la zone, le niveau de développement économique qui y est plutôt élevé et la taille non négligeable de certains pays.

Néanmoins, le rattachement à une métropole, dont l'effet est beaucoup plus marqué pour les DFA que pour les autres territoires de la Caraïbe non-souverains et, dans une moindre mesure, l'usage d'une langue minoritaire dans l'espace caribéen, constituent des facteurs structurels de frein au développement d'échanges régionaux plus importants. Le surplus d'échanges lié aux accords régionaux existants, mesuré dans l'étude, augure toutefois de perspectives d'insertion régionale encourageantes pour les DFA, suite à la signature d'un Accord de Partenariat Economique, en 2008, entre l'Union européenne et une quinzaine de pays et territoires de la Caraïbe.

Pour se procurer l'étude : http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_echanges_regionaux_dfa_072011.pdf

*Un premier volet sur les Collectivités d'outre-mer du Pacifique, publié en janvier 2001, est disponible sur www.ieom.fr.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2011, 295 553 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 18,8 % par rapport au second semestre 2010. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation était en moyenne de 13,8 milliards au premier semestre 2011.

Révision des directives européennes sur les fonds propres réglementaires

La Commission européenne a adopté le 20 juillet 2011, deux propositions (une Directive et un Règlement) visant à renforcer la réglementation dans le secteur bancaire. Elles remplacent les Directives actuelles et entrent dans le cadre des mesures prises pour la mise en place d'un système financier plus sain et plus sûr. La directive régit l'accès aux activités de collecte de dépôts et le règlement établit les règles prudentielles à respecter. Les textes sont disponibles sur : http://ec.europa.eu/internal_market/bank/regcapital/index_fr.htm#crd4

Outre-mer

1 – Saint-Barthélemy

La décision du Conseil européen du 12 juillet 2011 relative à la signature et à la conclusion de l'accord monétaire entre l'Union européenne et la République française relative au maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 20 juillet 2011.

2 – Guyane et Martinique

Les deux lois relatives à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : la loi organique n° 2011-883 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ont été publiées au JORF du 28 juillet 2011.

3 – L'octroi de mer

Dans un communiqué, la ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, se félicite de la décision sur l'octroi de mer prise par le Conseil des ministres de l'Union européenne le 20 juillet 2011 après avis favorable du Parlement européen. Cette décision permet notamment à la Guyane d'ajouter une cinquantaine de produits à la liste de produits locaux bénéficiant d'un régime préférentiel au regard de l'octroi de mer. La ministre a indiqué qu'« il importe de concentrer tous nos efforts sur la pérennisation de ce régime pour 2014 ».

Publications

1 – Conseil économique, social et environnemental : les énergies renouvelables en outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Le rapport présenté par Patrick Galenon est disponible en téléchargement sur :

<http://www.lecese.fr/index.php/rapports-et-avis/les-energies-renouvelables-outre-mer>

2 – Banque de France : Note sur le taux de chômage des régions françaises d'outre-mer

Jean-François Hoarau, Claude Lopez, Michel Pau. La note de travail n° 337 de juillet 2011 est disponible en anglais à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/gb/publications/telechar/ner/DT337.pdf>

3 – Médiation du crédit aux entreprises : Guide de financement des TPE

Le guide pédagogique réalisé par la Médiation du crédit aux entreprises avec les Tiers Confiance est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Guide-de-financement-des-TPE>

Publications IEDOM

1 - Panorama 2010 de la Guyane, de La Réunion, de Mayotte, de la Martinique et de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans la collection Note expresse, série « Portrait », n° 108, 109, 113, 114 et 115

2 – Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration, note expresse « série Eclairage », n° 111

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site (<http://www.iedom.fr>)

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Dernières publications de l'IEDOM

Note expresse
1er trimestre 2011

Panorama de la Guyane

CARACTERISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

PORTRAIT

Reprises historiques : une succession de vagues d'immigration

Organisation institutionnelle : de la région mono-départementale à la collectivité unique

Note expresse
1er trimestre 2011

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2011

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET REGIONALE

TENDANCES

Annexes statistiques

1^{er} trimestre 2011

Note expresse
1er trimestre 2011

Tendances conjoncturelles

Annexes statistiques

1^{er} trimestre 2011

Note expresse
1er trimestre 2011

Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration

ECLAIRAGE

Une population élevée de la population en situation d'exclusion

L'IEDOM a publié en juillet sa dernière note expresse relative au **panorama de la Guyane** en 2010. Appartenant à la collection « **Portrait** », ce document synthétique présente en 4 pages les principales caractéristiques structurelles et économiques du département, et dresse une vue d'ensemble de l'économie guyanaise à fin 2010. Cette note fournit ainsi les principales données de cadrage macroéconomique et financier.

Le 1er numéro de la nouvelle collection trimestrielle de l'IEDOM « **Tendances** » relative aux évolutions conjoncturelles est également sorti : **Tendances conjoncturelles – 1^{er} trimestre 2011**. Présentée sous la forme d'une note expresse, elle remplace désormais la synthèse du bulletin trimestriel de conjoncture économique. Les annexes statistiques relatives à l'ensemble des données collectées à rythme trimestriel et aux soldes d'opinions issus de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, constituent désormais une publication à part qui est mise en ligne également sur le site.

Enfin, dans sa troisième collection « **Eclairage** », l'IEDOM vient de publier une analyse synthétique sur le dispositif de microcrédit professionnel en Guyane, dispositif relativement récent et en cours de structuration dans le département.

Ces publications et celles des autres géographies d'outre-mer sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet www.iedom.fr.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

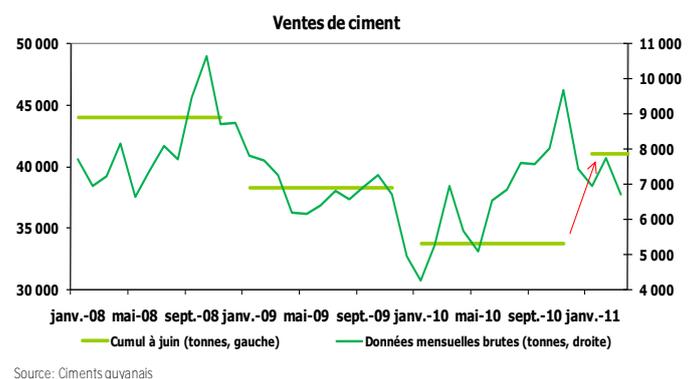
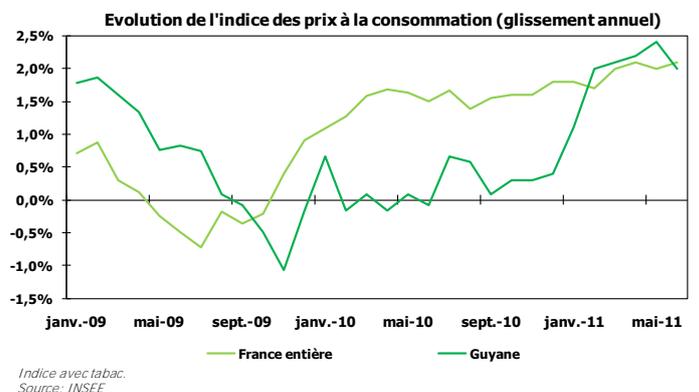
En juin 2011, l'indice des prix à la consommation est en légère baisse sur le mois (-0,2 %), résultant du recul des prix de l'alimentation (- 5 % pour les produits frais) et de l'énergie (- 2,2 % pour les produits pétroliers).

Sur un an, l'indice poursuit sa hausse (+ 2,0 %) mais à un rythme légèrement moins soutenu après + 2,4 % en mai 2011 et + 2,2 % en avril 2011. Cette évolution s'explique par la progression des prix des services (+ 4,2 % pour les transports et communications), de l'alimentation (+ 0,5 %) et enfin de l'énergie (+ 23,1 %, en raison des nombreuses réévaluations des prix administrés des carburants sur les derniers mois). Seul le poste « produits manufacturés » reste en léger retrait (- 0,7 %).

Depuis début 2011, l'inflation guyanaise a peu ou prou rattrapé le niveau de la France entière (+ 2,1 % en juin en glissement annuel), mais reste inférieure aux taux atteints dans les autres DOM : + 3,0 % à la Martinique, + 2,8 % à la Réunion et + 2,7 % à la Guadeloupe sur un an. Pour les postes alimentation, produits manufacturés, et énergie, les variations de prix de la Guyane se situent en deçà des voisins antillais.

Ciment

La consommation globale de ciment est marquée par le dynamisme de l'activité du BTP malgré une pluviométrie défavorable : elle atteint 41 071 tonnes à fin juin, progressant de 22 % sur le premier semestre par rapport à l'an dernier, mais reste en deçà d'un des niveaux record atteints en 2008 (44 044 tonnes). La moyenne journalière à fin juin 2011 est de 331 tonnes contre 274 tonnes en 2010. Les ventes en sacs sont en légère progression en fin de semestre. Les professionnels restent optimistes pour le second semestre compte tenu de la bonne orientation du logement social, du secteur privé ou encore des bâtiments commerciaux.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1291 du 29 juillet 2011 fixe, à compter du 1er août, le prix de vente au détail des carburants à 1,68 € / litre pour l'essence (soit une hausse de 4 centimes) et 1,51 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 2 centimes). Sur un an, l'augmentation est respectivement de 26 et 28 cts. Entre novembre 2008, date des mouvements sociaux, et août 2011 le carburant a progressé pour l'essence de 41 cts et de 46 cts pour le gazole. Les services de l'Etat expliquent l'évolution des prix administrés par la baisse de l'euro par rapport au dollar, et par une hausse des cours du marché de l'essence (+ 2,7%) et du gazole (+ 0,2%).

Conjoncture

L'Insee a organisé le 12 juillet 2011 une conférence de presse afin de présenter sa publication annuelle « Antiane : l'année économique et sociale 2010 en Guyane ». Cette revue propose, au travers de contributions de différents partenaires institutionnels de l'Insee, un panorama de la situation économique et sociale de la région. Mme Yahou-Dauvier, chef du service régional de l'Insee Guyane, a notamment évoqué les signes de reprise qui se sont manifestés en fin d'année 2010 : progression des importations, niveau record des autorisations de constructions de logements ou encore dynamisme de l'auto-entrepreneuriat. La situation de l'emploi demeure cependant préoccupante, avec notamment un « halo du chômage » (travailleurs potentiels mais ne recherchant plus d'emploi en raison de contraintes personnelles ou de démotivation face à la conjoncture économique) toujours important. Ces signes seront à confirmer avec la diffusion des comptes économiques rapides, prévue en septembre 2011.

Visite ministérielle

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé, M. Bertrand, était en visite dans le département le week-end du 23 juillet 2011. Il a rencontré les différents partenaires institutionnels dans le domaine de la santé : services de l'Etat, Conseil régional, hôpitaux, Agence régionale de la santé, Institut Pasteur, professionnels de la santé... Les réunions ont principalement porté sur l'offre de soins en Guyane et les projets de développement, notamment en milieu hospitalier (en référence aux investissements prévus pour les hôpitaux de Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne). Le ministre a rappelé le défi sanitaire auquel le département doit faire face en raison de l'importante croissance démographique ; le manque de praticiens est ainsi un sujet de préoccupation.

Finances publiques

Dans le sillage de la présentation du rapport du député européen M.Hoarau, l'Union Européenne a réaffirmé l'utilité de l'octroi de mer pour les DOM et donné son accord à son application jusqu'en 2014. En effet, l'actuel régime avait été mis en place en 2004 pour une durée de 10 ans, et devait faire l'objet d'une évaluation à mi-parcours. L'examen par le Parlement européen et la Commission du rapport de mi-parcours a finalement eu lieu en juillet 2011. A cette occasion, la Commission a proposé des ajustements dans les listes des productions ultramarines pouvant bénéficier des exonérations d'octroi de mer. La liste des exonérations guyanaises a été élargie à 46 nouveaux produits, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire ou du bois.

Investissement public

L'Agence Française de Développement (AFD) a autorisé le décaissement de 50 M€ en faveur du développement de l'outre-mer. Deux des cinq projets financés concernent la Guyane. L'AFD s'apprête à débloquer 5,8 M€ en vue de la réhabilitation du quai n°2 du port de Dégrad-des-Cannes, après avoir précédemment participé au financement de la rénovation du quai n°1. Ce prêt accordé à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Guyane représente 20 % du coût total du projet. Les travaux devraient débuter au second semestre 2011 pour une durée de 27 mois.

Par ailleurs, l'AFD va contribuer au financement du budget d'investissement 2011 de la commune de Sinnamary, sous la forme d'un prêt bonifié (prêt à un taux avantageux) d'un montant de 7 M€. Ce concours est destiné au financement d'opérations de voiries et réseaux divers : rénovations de différents réseaux, raccordement des eaux usées aux systèmes d'assainissement.

Conflits sociaux

Un conflit social au sein de la Chambre de commerce et d'industrie de la région Guyane (CCIRG) a engendré des perturbations au niveau des infrastructures consulaires (dont le port et l'aéroport) pendant une semaine en juillet 2011. Les désaccords entre les syndicats et la direction concernaient principalement la gestion des ressources humaines et le management. Un accord sur 22 points a finalement été trouvé au terme de plusieurs jours de négociations. Parmi les principaux points décidés : la priorité accordée à la promotion interne par rapport aux embauches externes ou encore la présentation des orientations politiques de la présidence aux salariés.

Grande distribution

Un nouvel hypermarché, Carrefour, a ouvert ses portes le 12 juillet 2011 dans la zone Terca de Matoury. La surface commerciale s'étend sur 5 000 m², comprenant également une galerie marchande. Des problèmes de circulation autour de la zone commerciale sont à souligner, une seule sortie étant prévue à ce jour (contre trois entrées). Des solutions sont à l'étude.

ACTUALITES REGIONALES

Economie surinamienne

L'agence de notation Fitch a relevé la note souveraine du Suriname, de B à B+, avec une perspective positive, engendrant une harmonisation des notes entre les trois grandes agences de notation¹. Cette notation reste cependant dans la catégorie « spéculative ».

Cette réévaluation s'explique par des perspectives de croissance solides, la diversification des exports et l'amélioration de la balance des paiements. De plus, les autorités surinamiennes ont signé fin juillet 2011 un accord avec le gouvernement américain organisant la résorption des arriérés de dette envers ce pays, qui représentaient la somme de 32 M\$US.

¹ Fitch, Moody's et Standards & Poors.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↓	Prix à la consommation (Indice base 100 en 1998, avec tabac)	juin-11	123,1	-0,2%	2,0%	Insee
		↓						
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	mai-11	16 736	-0,6%	9,3%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	avr-11	6 779	-0,3%	5,0%	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	juin-11	15 671	0,2%	ns.	Caf
		↓	Prestations nettes versées (1)	juin-11	7,5 M€	-3,1%	ns.	Caf
			Cumul				ns.	
	CONSUMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	mai-11	9,6 M€	-4,3%	-5,7%	Douanes
		↑		Cumul	48,6 M€		8,0%	
		↑	Importations de biens de consommation (BC) *	mai-11	13,8 M€	6,5%	14,4%	Douanes
		↑		Cumul	62,9 M€		17,3%	
				juin-11	349	3,7%	-5,4%	Somafi
			Cumul		2 084		9,5%	
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) *	mai-11	35,0 M€	-11,5%	9,7%	Douanes
		↑		Cumul	206,6 M€		36,2%	
		↑	Ventes de véhicules utilitaires	juin-11	93	14,2%	-7,0%	Somafi
		Cumul		541		1,9%		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations *	mai-11	14,9 M€	46,6%	138,3%	Douanes	
	↓		Cumul	61,7 M€		3,9%		
	↓	Importations *	mai-11	103,8 M€	-9,0%	24,1%	Douanes	
		Cumul		543,3 M€		30,1%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à juillet 2011	3 tirs Ariane 5		2 tirs à juillet 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à juillet 2011	4 satellites + 1 ATV		4 satellites à juillet 2010	
	BTP	↓	Ventes de ciment	juin-11	6 363 tonnes	-12,1%	-2,8%	Ciments guyanais
				Cumul	41 143 tonnes		22,3%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume *	mai-11	1 160 kgs	1,8%	3,5%	Douanes
		↓		Cumul	4 960 kgs		26,6%	
		↓	Exportations d'or en valeur *	mai-11	3,8 M€	-2,0%	24,3%	Douanes
		↑		Cumul	11,9 M€		59,7%	
				mai-11	2 271 m3	32,2%	-32,1%	ONF
			Cumul		12 462 m3		-42,3%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes *	mai-11	85,9 tonnes	-11,9%	36,1%	Douanes
		↓		Cumul	399,0 tonnes		-3,3%	
		↓	Exportations de poissons *	mai-11	66,6 tonnes	-22,4%	16,1%	Douanes
				Cumul	384,0 tonnes		6,2%	
				mai-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes
			Cumul		3 209,2 tonnes		42,8%	
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	avr-11	33 598	-10,6%	11,2%	CCIRG	
	↓		Cumul	128 510		4,1%		
	↓	Nombre de nuitées	mai-11	30 000	-9,5%	6,3%	Insee	
		Cumul		139 000		7,3%		

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données non CVS compte tenu du trop grand nombre de points atypiques

* Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,50%	date d'effet	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal		2,25%		13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt		0,75%		13/07/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

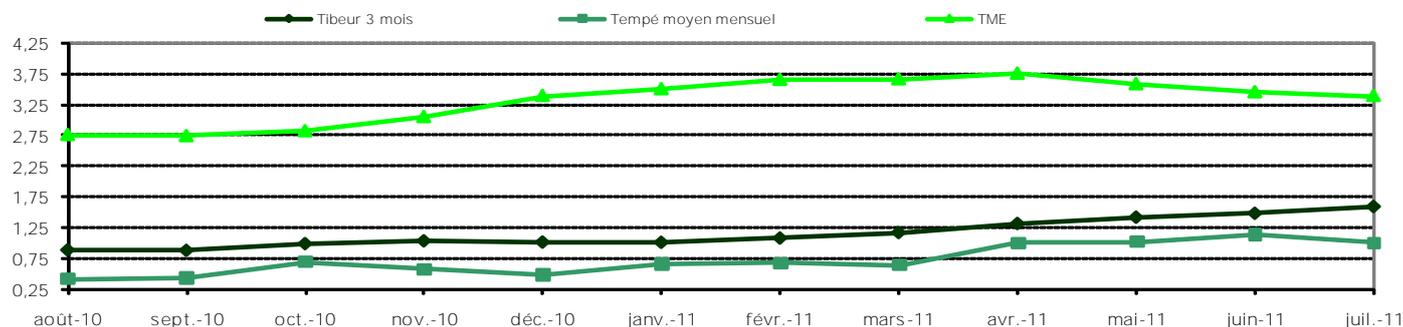
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2011)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0016%	1,0230%	1,1330%	1,0033%	1,4190%	1,5970%	1,8180%	2,1830%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,75%	3,58%	3,45%	3,39%	3,95%	3,78%	3,65%	3,59%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Description	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,49%
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	9,34%
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,07%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Découverts en compte (1)	13,88%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

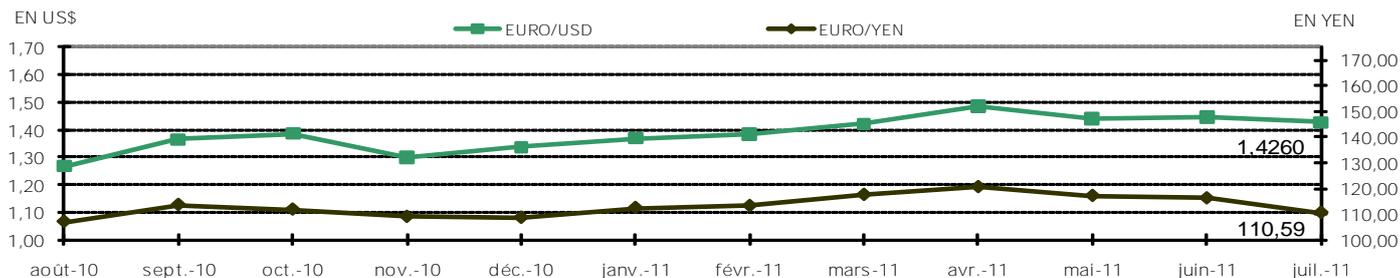
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4260	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6084	EURO/SRD (Surinam)	4,75130
EURO/JPY (Japon)	110,5900	EURO/BWP (Botswana)	9,35840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57720
EURO/CAD (Canada)	1,3556	EURO/SCR (Seychelles)	17,5672	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,7840
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87490	EURO/MUR (Maurice)	40,1400	EURO/BBD (La Barbade)	2,87960
EURO/SGD (Singapour)	1,7185	EURO/BRL (Brésil)	2,2431	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,22000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1134	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18340	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2865,1629	EURO/XCD (Dominique)	3,8874	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J-P DERANCOURT
 Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe Colomb BP 6016 97 306 Cayenne Cedex
 Achevé d'imprimer le 2 août 2011 - Dépôt légal : août 2011 - ISSN n° 1240-3814